

"Inquiétude pour l'Europe" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (30 janvier 1974)

Légende: Le 30 janvier 1974, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung commente la décision de la France de sortir du serpent monétaire européen et s'inquiète des répercussions de cette décision sur la mise en place de l'Union économique et monétaire européenne.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Benckiser, Nikolas; Deschamps, Bruno; Eick, Jürgen; Fack, Fritz Ullrich; Fest; Joachim; Welter, Erich. 30.01.1974, Nr. 25. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Angst um Europa", auteur: Benckiser, Nikolas, p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/inquietude_pour_l_europe_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_30_janvier_1974-fr-97d67a92-boa4-42d6-98b3-bef247b74bo6.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Inquiétude pour l'Europe

Par Nikolas Benckiser

Mais que s'est-il donc passé de grave? Un pays parmi les Neuf de la Communauté européenne est revenu sur sa promesse de maintenir sa monnaie en relation ferme avec les monnaies de quatre autres pays de la Communauté. La France a hésité à puiser dans ses réserves et à recourir à des crédits, ce qui rappelle quelque peu son sens proverbial de l'économie, qui l'incite à garder son argent dans un bas de laine. Comme l'expliquent ses hommes politiques, elle a voulu d'abord mettre de l'ordre dans sa propre maison, pour ensuite collaborer de façon plus efficace, plus importante, avec ses partenaires européens.

Qu'y a-t-il donc là de si grave? On a, auparavant, supporté avec calme que deux grands partenaires, le Royaume-Uni et l'Italie, n'aient pas participé au bloc monétaire européen; maintenant, on rappelle également que les États-Unis (qui ne sont certes pas un partenaire européen, mais qui constituent, dans les questions monétaires, un partenaire de grande importance) ont décidé il y a quelques mois de laisser librement flotter le cours du dollar. Alors quoi? Pourquoi maintenant tient-on rigueur à la France de cette décision? D'autant plus qu'il est apparu depuis que le cours réalisé sur le marché libre ne diffère pas tant du cours fixé jusqu'alors?

La frayeur était cependant là, et il apparaît également maintenant, avec le recul face à l'événement, qu'il ne s'était pas seulement agi d'un choc momentané. Le cri d'alarme du ministre des Affaires étrangères du pays hôte de la Communauté, dont on parlera dans cette édition, fait lui aussi comprendre clairement que la décision monétaire a déclenché une inquiétude profonde dont l'obsession n'est que trop justifiée.

Les raisons sont faciles à comprendre. Le même événement peut prendre des proportions totalement différentes selon l'époque et les circonstances dans lesquelles il se produit. La déstabilisation du cours du franc s'est produite à un moment où, selon le programme européen, on devait aborder la phase d'une union économique et monétaire (avec pour objectif final, une union politique), et que, face à cet objectif ambitieux et à la distance qui les en séparait, les discours européens des hommes d'État devenaient toujours plus creux et plus verbeux. L'écart entre les grands objectifs pour l'avenir et les actes présents ne cessait de se creuser: le caractère négatif de la décision française pesait ainsi doublement lourd. Son impact était accru par le fait qu'elle coupait un lien économique précisément entre la France et l'Allemagne, c'est-à-dire entre les deux pays qui constituent le noyau interne de l'Europe et qui étaient restés unis en tant que seuls «grands» au sein du bloc monétaire. La capacité de la Communauté à intégrer le nouveau partenaire difficile qu'est le Royaume-Uni ne devait-elle pas, elle aussi, s'en trouver amoindrie? L'inquiétude est renforcée durablement par le fait qu'en prenant cette décision, la France a abandonné ses propres principes, qu'elle avait fixés assez haut et qui étaient orientés surtout vers la stabilité monétaire, et qu'elle l'a fait dans un esprit que certains critiques français ont, eux aussi, qualifié de politique du sauve-qui-peut; pourra-t-on ainsi à l'avenir se fier à des déclarations de principe?

La liste des raisons expliquant l'inquiétude pourrait encore être allongée. Le passage de la peur à une inquiétude persistante, à la peur pour l'Europe, correspond à l'élargissement du champ de vision passant de la question monétaire, plutôt spéciale, aux perspectives de la politique générale. Nous avons fait l'expérience du rôle pitoyable – déploré précisément aussi par la France – qu'ont joué les Européens dans le conflit du Proche-Orient et dans la crise pétrolière; nous pouvons observer comment la diplomatie soviétique mène à l'égard de l'Europe, non sans succès, sa politique, que nous appellerons sans détours politique de finlandisation. Comment se comportera, face à une telle pression, qui se renforcera sans doute encore à l'avenir, cette Europe dont la seule réalité – ainsi que Pompidou l'a pertinemment déclaré ces jours-ci lors de sa tournée dans les provinces françaises – consiste en une union douanière industrielle et un marché commun agricole boiteux?

Peut-être est-ce la première fois qu'un sentiment comparable à de la résignation se fait sentir lors d'un échec. Certes, il est déjà arrivé bien souvent que, sur notre continent, des hommes politiques, qui visaient des objectifs européens à long terme, se soient sentis proches du désespoir, sans parler des déceptions qui ont suivi l'enthousiasme d'après-guerre. Mais on a toujours fait valoir qu'il n'y avait au fond aucune

alternative, ou, plus exactement, que l'alternative d'un accroissement du pouvoir du bloc soviétique (ou pour le moins d'une relation de satellite à l'égard de l'Amérique) paraissait inadmissible. Actuellement, la politique à l'égard de l'Est risque parfois de faire croire qu'un tel accroissement du pouvoir est inévitable et supportable. Pour cette raison, les États européens ne devraient-ils pas, maintenant, changer fondamentalement d'opinion, face à la perspective qui s'est fortement modifiée, et prendre exemple sur les Français, qui croient une fois de plus avoir découvert la nation et l'État isolé comme étant la seule réalité, pour faire de la politique au jour le jour, sans le repère de la dimension européenne commune? Tout concourt encore à répondre à cette question par la négative. Mais il s'agit de bien plus que ces 4 ou 5 % que le franc a perdus sur le marché international.